



Commerce international Promouvoir l'investissement durable et le commerce vert: la perspective suisse

La première conférence de l'agence Trade and Investment Promotion (TIP), intitulée « Promouvoir l'investissement durable et le commerce vert: la perspective suisse » a eu lieu le 22 février 2023 à la CCIG. L'événement co-organisé avec l'OCDE et Geneva Trade Platform (GTP) a rassemblé des représentants d'organisations privées, publiques, à but non lucratif et intergouvernementales pour explorer comment la Suisse répond à la durabilité.

Un compte rendu de cet événement est disponible sur le site de la CCIG*. Les principales conclusions sont les suivantes :

- La promotion des investissements en Suisse se recentre sur le marketing et l'amélioration du niveau de vie élevé, des infrastructures, de la technologie, de la durabilité et de la stabilité du pays, plutôt que sur la fiscalité.
- La loi américaine sur la réduction

des investissements (IRA) et les politiques vertes de l'UE sont là pour rester, et elles seront perturbatrices pour les entreprises, mais les gouvernements peuvent atténuer leur impact en réduisant les coûts d'information, en facilitant la recherche d'opportunités d'investissement durable, ainsi qu'en faisant correspondre les talents aux compétences manquantes.

- Les gouvernements qui prévoient d'utiliser des subventions pour encourager la croissance durable doivent savoir que les entreprises fonctionnent sur des périodes plus longues que les horizons de cinq ans de nombreux programmes de ce type, ce qui peut réduire leur impact.
- Le Forum économique mondial recommande aux gouvernements de prendre les quatre mesures suivantes pour attirer des investissements directs étrangers favorables au climat :
 - Aligner les stratégies des agences

de promotion des investissements sur les objectifs climatiques et les indicateurs des objectifs de développement durables (ODD);

- Fournir des bases de données de fournisseurs durables;
- Cartographier les engagements des multinationales dans leur pays; et
- Inclure des dispositions relatives à la durabilité dans leurs accords commerciaux.

Pour éviter d'être mises à l'écart, les entreprises doivent s'atteler dès maintenant à la création de chaînes d'approvisionnement durables, plutôt que d'attendre que les besoins des consommateurs en ce sens deviennent préoccupants.

- Les multinationales sont souvent les vecteurs du développement durable dans les pays en développement où les gouvernements doivent donner la priorité à des objectifs de développement plus urgents. Mais, pour attirer leur participation durable, il faut des garanties de l'état de droit et des incitations pour assurer un solide retour sur investissement. ■



De gauche à droite: Ramon Esteve, STSA; Martin Naville, Chambre de commerce américano-suisse; Katja Seidenschnur, Nestlé, et Jacopo Dettoni, Financial Times Specialist.